

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL du 05/02/2018

L'an deux mille dix-huit, le cinq février, le conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Hubert LAPORTE, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : le mardi 30 janvier 2018

Présents : Mesdames et Messieurs LAPORTE, AYAYI, COMPAGNON, N. LAURENTJOYE, BASTIEN-CANUDO, BORIES, LABAT, CAJIDE, DUTRUCH, DUVERGER, MARIE, TAPIOLAS-CHAPSAL, DECONZANET, VALLET-DE-CEA, SEGUIN, PERRY, BLANCHARD et GOUDEAU.

Pouvoirs :

M. YANINI ayant donné pouvoir à Mme PERRY,
M. L'HOSTIS ayant donné pouvoir à Mme AYAYI,
Mme HERVE ayant donné pouvoir à Mme CAJIDE,
Mme HEINRICH-PAILLERET ayant donné pouvoir à M. BLANCHARD,
M. HURIER ayant donné pouvoir à M. DUTRUCH,
M. DA PONTE ayant donné pouvoir à M. LAPORTE,
M. RAKOTOARISOA ayant donné pouvoir à Mme BASTIEN-CANUDO,
Mme O. LAURENTJOYE ayant donné pouvoir à Mme N. LAURENTJOYE,
M. BARTHES ayant donné pouvoir à M. DECONZANET.
M. LABAT ayant donné pouvoir à M. MARIE (Arrivée de M. LABAT à compter du point n°4 de l'ordre du jour),

Mme Sylvie AYAYI est nommée secrétaire de séance.

→ **Vote à l'unanimité** du procès-verbal du Conseil Municipal du 18 décembre 2017.

→ **2 questions** sont posées dans le public.

→ **Vote à l'unanimité pour l'amendement de 2 points à l'ordre du jour** :

- Rajout d'un point ayant pour objet la modification des statuts de la Communauté de Communes du secteur de Saint Loubès,
- Suppression du point initial n°18 concernant le devis de bornage rue Marcel Pagnol.

Ouverture de la séance à 18h40

→ **Déclaration** de M. le Maire sur le budget primitif 2018 :

« Je ne vais pas revenir sur le budget 2017 qui fait ressortir aujourd'hui un résultat cumulé (sections de fonctionnement et d'investissement) positif de 485 434€, ce qui nous permet de faire un report par anticipation sur 2018.

Le budget primitif 2018 sur lequel nous allons délibérer ce soir est bâti, vu le calendrier, d'après le réalisé 2017. Le compte administratif et le compte de gestion 2017 seront, quant à eux, approuvés plus tard et comme il se doit après le visa de M. PATIES, Trésorier Général.

Le budget 2018, prévoit un budget total de fonctionnement de 5 268 487€ et un budget total d'investissement de 2 944 787€. Il reprend les grands équilibres dont nous avons débattu lors de la séance du Conseil Municipal du 18 décembre 2017, dans le cadre du débat d'orientations budgétaires.

Malgré les contraintes qui pèsent sur la Commune, ce budget 2018 est un budget sain, équilibré, sincère bien évidemment, qui prévoit de réduire notre dette de 325 000€ sans augmenter la fiscalité. Un budget qui comprend un programme d'investissement conséquent pour améliorer la qualité de vie des Eulaliens.

1/ Les recettes

Les recettes de la Commune sont constituées essentiellement vous le savez des recettes fiscales, des dotations de l'Etat.

Pour les **recettes fiscales**, nous l'avons annoncé, il n'y aura pas d'augmentation de la fiscalité locale, et ce, sur aucune des 3 taxes perçues par la Commune (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et le foncier non bâti), et ce, pour la 10ème année consécutive !

Ce choix traduit à la fois notre soutien aux ménages les plus modestes et notre volonté de préserver le pouvoir d'achat de tous les Eulaliens dans un contexte économique difficile. Le produit des recettes fiscales attendu est malgré tout estimé de façon prudentielle à 2 410 000€ en augmentation par rapport à 2017, et ce, grâce au produit des bases fiscales de notre zone commerciale de Grand Tour qui est en plein développement.

B/ Pour la **Dotation Globale de Fonctionnement** que l'Etat nous reverse chaque année, nous attendons 363 977€ de recettes.

Recettes en diminution de près de 50% par rapport à 2013 où nous avions 708 826€ de dotations ! Nous avons ainsi perdu en cumulé depuis 2013, 1 172 855€ de dotations.

Mais vous le savez aussi la quasi-totalité des Communes de France se retrouve dans notre situation, depuis que l'Etat a fait le choix de réduire son aide aux Communes pour tenter de réduire la dette de notre Pays.

Cette division par deux de cette recette, cette chute inédite de nos ressources, nous contraint à revoir notre modèle économique et à rechercher un nouvel équilibre, en repensant nos dépenses et en optimisant nos autres ressources.

C/ Au sujet des recettes, nous encaisserons aussi en 2018 de nombreuses subventions, pour le solde de l'aménagement de la médiathèque, la réhabilitation des équipements sportifs, pour le renforcement de la vidéo-protection, la remise en état des toitures du Centre Culturel Dutruch, pour la mise aux normes handicapés de nos bâtiments et l'amélioration de leur isolation thermique.

D/ Enfin la **FCTVA** nous ramènera 132 000€, ce qui porte le montant total de recettes d'investissement à 2 944 787€.

Nous allons, cette année encore, vous l'avez compris, faire la chasse aux subventions et aller chercher toutes les aides possibles afin de réaliser, dans l'intérêt général, un maximum de projets pour les Eulaliens.

2/ Les dépenses

1- Les dépenses de fonctionnement

Sur le budget 2018 les dépenses de fonctionnement provisionnées sont en léger recul par rapport au

budget primitif 2017, comme cela était déjà le cas en 2017. Cela ne sera possible que grâce à des efforts et à une attention de chaque jour, par tous, agents comme élus, sur tous les postes, que ce soit les dépenses de personnel, les dépenses d'énergie ou sur les subventions aux associations.

A/ les dépenses de personnel

Les charges de personnel seront en légère augmentation du fait de l'ouverture de la nouvelle médiathèque et de l'ouverture prochaine de l'Agence Postale Communale. Nous serons très vigilants cette année 2018, mais aussi dans les années futures, à ne pas augmenter nos charges de personnel.

Nos dotations de l'Etat étant structurellement en forte diminution, nous nous devons de maintenir le cap de l'optimisation et de la rationalisation de nos dépenses de personnel et plus largement de fonctionnement par rapport au budget primitif 2017.

B/ les charges à caractère général

Elles sont en diminution malgré l'ouverture de la Médiathèque et les nouveaux services aux Eulaliens.

Cela nous l'avons rendu possible en réalisant un travail important, de renégociation de nos contrats, d'optimisation des coûts et en faisant la chasse quotidienne aux gaspillages. Cela nous permet de faire plus d'investissement pour les Eulaliens.

C/ les associations

La Commune poursuivra, avec ce budget, son soutien à toutes les associations Eulaliennes.

Avec près de 302 992€ d'aide, c'est une part importante du budget qui est allouée aux associations, qu'elles soient à vocation festive, culturelle ou caritative.

Dans le cadre d'austérité qui nous est imposé par l'Etat, je tiens à souligner les efforts faits en particulier par les plus grosses associations Eulaliennes : l'Omnisports Eulalien, le Centre Social et la Crèche Cadet Roussel, pour trouver, d'une part, des sources d'économie dans leur propre budget et d'autre part, de nouvelles sources de recettes pour développer leurs projets pour les Eulaliens.

Dans ce même état d'esprit, 2 associations Eulaliennes n'ont pas fait de demande de subvention : La FNACA et Sainte-Eulalie Patrimoine.

Comme pour les autres associations, nous continuerons à être à leurs côtés par des aides indirectes, de prêt en salle, de matériel et de mise à disposition du personnel municipal.

D/ dépenses d'Investissement

Pour 2018, le budget prévoit d'honorer le remboursement de notre dette à long terme et de solder le prêt relais que nous avons contracté, soit 675 963€.

C'est un effort important qui ramènera notre endettement à son niveau le plus bas de ces 15 dernières années, sous la barre des 3 millions d'euros.

Dans le même temps, notre trésorerie et nos recettes nous permettront de réaliser nos projets d'investissement, en particulier pour lancer la réhabilitation du Centre Culturel Dutruch, avec la réfection de la toiture, monter le dossier de la construction de la nouvelle salle de musculation et des vestiaires du football, renforcer l'isolation de nos bâtiments communaux, mettre en sécurité la rue Gustave Eiffel, aménager la Place Mozart, reprendre l'éclairage public du bas du lotissement du Val de Bellassise, renouveler le matériel de la cuisine centrale, améliorer le confort et l'accessibilité de nos écoles, acheter un nouveau piano pour l'école de musique, de nouvelles collections pour la médiathèque et des équipements pour l'ALSH, renforcer la vidéoprotection, entretenir nos city-stades et le complexe sportif.

Cette maîtrise de la dette, malgré un programme d'investissement conséquent et malgré une baisse des aides de l'Etat est un marqueur fort de la bonne gestion de la commune.

Cela nous permet de poursuivre nos projets d'investissements en 2018, mais aussi dans les années

futures et de continuer à améliorer sans cesse la vie quotidienne des Eulaliens et les services que nous pouvons leur offrir.

Car au-delà des chiffres techniques, le budget 2018 est fait pour les Eulaliens.

Parmi les projets majeurs qui seront lancés, poursuivis ou achevés en 2018, nous avons fait le choix d'inscrire prioritairement au budget 2018 :

- L'aménagement de la Place Mozart : la Place Mozart qui accueillait il y a encore peu de temps le centre commercial des Ruaults, sera entièrement réaménagé, paysager avec un espace de jeux pour les enfants qui y sera installé.
Nous retrouverons ainsi au cœur de ce quartier un nouveau lieu de vie et de rencontre. Nous organiserons une deuxième réunion de quartier avec les riverains à ce sujet pour construire avec eux cet espace, ses circulations douces.
185 759€ sont prévus au budget pour ce projet auquel il faudra déduire les subventions du Département et de l'Etat.
- Cette année encore, une attention particulière sera portée pour donner à nos enfants un cadre sécurisé et propice à l'apprentissage.
Les 417 élèves de maternelle ou d'élémentaire bénéficient des installations des 3 écoles publiques de la Commune que nous allons continuer à entretenir.
La sécurisation de ces 3 établissements sera renforcée avec la pose de nouveaux systèmes de barrières fixes qui remplaceront les barrières provisoires mises en place dans le cadre du plan vigipirate.
Nous achèterons également du matériel pédagogique, de motricité et du mobilier pour les classes.
47 137€ d'investissement sont inscrits au budget 2018 pour améliorer la qualité de l'accueil de nos enfants durant les temps scolaire et périscolaire.
- La réfection et l'entretien de nos voiries et trottoirs occuperont encore une place importante. Avec en particulier l'aménagement de trottoirs et de passages piétons sécurisés Avenue Gustave Eiffel (entre la rue Jules Massenet et les Places) (opération que nous avons dû décaler pour attendre les accords de subventions) et la remise en état (2ème tranche) de l'éclairage public de la rue du Val de Bellassise, avant les travaux de voirie prévus eux aussi en 2018. Des travaux sont aussi prévus avec l'aide de la Communauté de Communes du Secteur de Saint Loubès pour remettre en état la voirie et créer du stationnement.
Près de 323 612€ sont prévus pour ces projets, pour la voirie et pour l'éclairage public, au budget 2018.
- Nous continuerons aussi en 2018 à préserver et à mettre en valeur notre patrimoine communal.
Nous avons fait le choix d'inscrire 72 900€ au budget 2018 pour terminer, en particulier, la toiture du Centre Culturel Dutruch, et pour poursuivre le projet de restauration du bâtiment ainsi que sa mise en accessibilité.
- Enfin, comme nous voulons, vous le savez, le calme et la tranquillité pour les Eulaliens, nous allons renforcer nos moyens de la Police Municipale.
La vidéoprotection sera étendue au centre bourg, sur le parvis des frères Lumière et dans les nouveaux bureaux de l'Agence Postale Communale.
45 000€ seront réservés pour l'ensemble des projets d'investissement de notre Police Municipale. Comme nous nous y sommes engagés, nous allons avec ce budget poursuivre et conforter toutes les actions concrètes qui ont fait leurs preuves et qui ont permis cette année encore le recul significatif de la délinquance de proximité.

- La préservation de notre cadre de vie, la participation à la transition énergétique, fait aussi partie de nos priorités. Nous continuerons donc avec ce budget 2018 à soutenir et à encourager les gestes durables et respectueux de notre environnement.
L'action d'aide à l'achat de composteurs sera renouvelée, nous continuerons à équiper nos bâtiments communaux avec de l'éclairage LED, à mieux isoler nos bâtiments, de nouveaux espaces verts et parcs seront créés, en particulier à côté du Centre Culturel Dutruich.
Vous l'avez compris, nous voulons continuer à agir pour notre environnement, pour cela 19 348€ sont inscrits au budget 2018.
- Ce budget nous permettra aussi, en particulier, de poursuivre la remise en état du complexe sportif, l'aménagement du terrain de pétanque, de remettre en état nos 2 city stades et notre parcours de santé à la Tour Gueyraud. Nous lancerons aussi, comme nous nous y sommes engagés, les études pour la construction d'un nouveau bâtiment qui abritera les vestiaires du foot, les locaux de musculation et des espaces sportifs. Afin d'accompagner le tissu associatif, les clubs sportifs et ses milliers d'utilisateurs, le budget prévu pour le sport et ses bâtiments est sur l'investissement de 52 450€.

3/ Conclusion :

Tout cela nous pouvons le faire et nous le ferons ensemble, dans l'intérêt général, afin de continuer à améliorer la qualité de vie et le quotidien de tous les Eulaliens. Bien sûr, où que nous regardions, il y a beaucoup à faire, mais nous gérons par priorité, en respectant nos engagements, en plaçant les Eulaliens au cœur de tous nos projets et en veillant à la santé financière de notre Commune.

C'est le sens quotidien de notre action !

Voilà en quelques mots l'essentiel du budget 2018.

M. Jean-Christophe MARIE va maintenant nous décliner ces points, conformément à l'ordre du jour de notre conseil municipal de ce soir. »

1/ VOTE DU TAUX DES 3 TAXES LOCALES 2018 (TAXE D'HABITATION, TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES ET NON BATIES)

→ M. MARIE propose, après avis de la commission des finances, qui s'est réunie le lundi 29 janvier 2018, conformément aux orientations budgétaires débattues lors du conseil municipal du 18 décembre 2017, de reconduire les taux de 2017, à savoir (pas d'augmentation des impôts locaux pour la 10^{ème} année consécutive) :

- Taxe d'habitation : 16.90%,
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 22.93%,
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 51.24%.

→ **Vote à l'unanimité** pour reconduire en 2018 les taux des 3 taxes listées ci-dessus.

2/ REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2017

→ M. MARIE explique que les comptes administratifs et de gestion 2017 n'étant pas encore approuvés, il est nécessaire de reprendre les résultats 2017 des budgets principal, SPANC et transports scolaires de manière anticipée afin de les intégrer dans les budgets primitifs 2018.

Il rappelle que cette possibilité de reprise anticipée est prévue par les dispositions des articles L2311-5 et R2311-13 du C.G.C.T.

I – Affectation anticipée du résultat de fonctionnement de l'exercice 2017 – Budget Principal :

Il propose d'affecter le résultat de fonctionnement 2017 du budget principal comme suit :

Affectation Anticipée du Résultat de Fonctionnement de l'exercice 2017
Budget Principal

REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS	
Résultat estimé de fonctionnement	
A. <u>Résultat estimé de l'exercice</u> précédé du + ou -	+ 105 691.31€
B. <u>Résultats antérieurs reportés</u>	+ 1 149 071.96€
Ligne 002 du compte administratif précédé du + ou -	
C. Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	+ 1 254 763.27€
Solde d'exécution de la section d'investissement	
D. <u>Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> précédé du + ou -	+ 381 896.70€
-	
D 001 (si déficit)	
R 001 (si excédent)	
E. <u>Solde des restes à réaliser d'investissement (3)</u>	- 1 181 504.69€
précédé du + ou -	
Besoin de financement	
Excédent de financement (1)	
Besoin de financement F. = D + E	- 799 607.99
AFFECTATION = C. = G.+H.	1 254 763.27€
1/Affectation en réserves R1068 en investissement	799 607.99€
G. = au minimum couverture du besoin de financement F	
2/ H. Report en fonctionnement R 002 (2)	+ 455 155.28€
3/ Report en fonctionnement R 002 du résultat d'exploitation du budget annexe SPANC	+ 30 278.78€
4/ Report en investissement R 001 solde d'exécution positif du budget annexe SPANC	+ 1 136.20€

II – Clôture du budget annexe SPANC et affectation anticipée du résultat :

→ M. MARIE rappelle que, depuis le 1er janvier 2018, la compétence assainissement non collectif a été transférée à la Communauté de Communes du secteur de Saint-Loubès.

Aussi, il revient à la Commune de clôturer son budget annexe SPANC et de reprendre les résultats 2017 de ce budget dans le budget principal communal.

Ce budget annexe SPANC fait ressortir :

- un résultat d'exploitation 2017 de 27 097.21€
- un résultat d'exploitation reporté de 3 181.57€

Soit un résultat d'exploitation à affecter de 30 278.78€

- un solde d'exécution de 1 136.20€

M. MARIE propose d'intégrer ces résultats dans le budget principal de la Commune.

III – Affectation anticipée du résultat d'exploitation de l'exercice 2017 – Budget Transports Scolaires :

→ M. MARIE propose d'affecter le résultat d'exploitation 2017 du budget transports scolaires comme suit :

Affectation Anticipée du Résultat d'Exploitation de l'exercice 2017 Budget Transports Scolaires	
REPRISE ANTICIPEE DES RESULTATS	
Résultat estimé de l'exercice précédé du + ou - dont b. <u>Plus values nettes de cession d'éléments d'actif</u> : C. Résultats antérieurs reportés D 002 du compte administratif (si déficit) R 002 du compte administratif (si excédent) Résultat à affecter : d = a + c (1) (si d est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	- 3 572.10€ + 27 839.99€ + 24 267.89€
Solde d'exécution de la section d'investissement e. <u>Solde d'exécution cumulé d'investissement</u> précédé du + ou - D 001 (si déficit) R 001 (si excédent) f. <u>Solde des restes à réaliser d'investissement</u> précédé du + ou - Besoin de financement = e + f	+ 1439.00€ + 50 310.63€ 0.00€ 0.00€
AFFECTATION (2) = d	
1/Affectation en réserves R1064 en investissement pour le montant des plus-values nettes de cession d'actifs (correspond obligatoirement au montant du b)	
2/Affectation en réserves R1068 en investissement (au minimum pour la couverture du besoin de financement diminué du 1)	
3/ Report en exploitation R 002 Montant éventuellement et exceptionnellement reversé à la collectivité de rattachement (D 672) : 0.00	24 267.89€
DEFICIT REPORTE D 002 (3)	

→ **Vote à l'unanimité** pour la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2017 pour le budget principal, le budget SPANC et le budget transports scolaires.

3/ BUDGETS PRIMITIFS 2018 (BUDGETS PRINCIPAL ET TRANSPORTS SCOLAIRES)

I – Budget Primitif 2017 Principal :

- M. MARIE présente le budget primitif 2018 pour le budget principal ; il détaille ce budget chapitre par chapitre, ainsi que les restes à réaliser.
- M. BLANCHARD demande ce que contient la ligne « téléphonie » au chapitre 6262.
- M. MARIE répond qu'il s'agit de l'équipement numérique de la médiathèque ainsi que l'abonnement à la fibre et la flotte des mobiles.
- M. BLANCHARD demande ce que contient la ligne au chapitre 6288.
- M. le Maire répond qu'il s'agit des frais de gestion du SDEEG.
- M. BLANCHARD note qu'au chapitre 6336, il y a une forte augmentation de la cotisation CNFPT.
- M. le Maire répond que la Municipalité encourage les agents à se former pour améliorer la qualité des services aux Eulaliens et qu'il y a plusieurs jeunes en contrat aidé.
- M. BLANCHARD répond que si tous les agents sont concernés, alors c'est une bonne chose.
- **Vote à la majorité (3 abstentions : M. Blanchard, Mme Heinrich- Pailleret et M. Goudeau)** du budget primitif 2018 annexé au niveau chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau chapitre pour la section d'investissement

II – Budget Primitif 2018 Transports Scolaires :

- M. MARIE présente le budget primitif 2018 pour le budget transports scolaires ; il détaille ce budget chapitre par chapitre.
- **Vote à l'unanimité** du budget primitif 2018 transports scolaires annexé au niveau chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau chapitre pour la section d'investissement.

4/ SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

→ M. le Maire rappelle que, comme chaque année, pour la préparation du budget communal, il a été adressé aux associations de la commune, au mois de novembre 2017, un dossier de demande de subvention à compléter afin de solliciter un soutien financier auprès de la collectivité. Comme évoqué lors des orientations budgétaires et en commission finances et vu le budget très contraint en particulier dû aux baisses de dotation de l'Etat depuis plusieurs années, il est proposé d'attribuer les montants suivants :

ASSOCIATIONS	Montants des subventions proposées pour 2018
OMNISPORTS EULALIEN	30 400€
C.L.C.V.	1 400€

TRESOR DES PIRATES	2 400€
COMITE DES FETES	5 000€
COMITE DE JUMELAGE	6 000€
STE CHASSE ST HUBERT	130€
ARSE	700€
MEDAILLES DU TRAVAIL	170€
UNC ANCIENS COMBATTANTS	300€
LES JARDINS D'AKAZOUL	87 500€
CADET ROUSSEL	140 000€
AMICALE DE LA MUSIQUE	4 050€
LE TRIANGLE DES CAGOUILLES	1 200€
RANCHO FOLCLORICO	1 000€
DECIDEF	750€
VIE LIBRE	150€
CLAP	500€
COS	13 200€
Secours Catholique	480€
LE CHANT D'A COTE	412€
Jeunes Sapeurs Pompiers de Bassens	250€
MUSIQUE DE NUIT	6 000€
CLUB FRC ST SULPICE	600€
CROIX ROUGE FRANCAISE	250€
DIRIGEANTS TERRITORIAUX	150€

TOTAL	302 992€
--------------	-----------------

→ M. BLANCHARD remarque que cette année il y a plus d'associations mais que le montant total des subventions allouées est inférieur à l'an passé. Il note que les subventions demandées par le Comité de Jumelage et l'Amicale de la Musique sont en hausse et s'interroge sur les projets qui le justifient.

→ M. le Maire répond que le Comité de Jumelage a programmé l'été prochain un voyage à Yepes, d'où l'augmentation de la demande de subvention mais ajoute aussi que cette association parvient toujours à générer d'autres recettes.

Il ajoute que, d'autre part, et concernant l'Amicale de la Musique, il est prévu l'achat d'une sono, qui leur permettra de gagner en autonomie et même de la prêter à l'école de musique de la commune. Il rappelle qu'il s'agit d'une demande d'investissement exceptionnelle.

→ **Arrivée de M. Damien LABAT (à 19h37), le nombre de présents passe à 18.**

→ M. GOUDEAU remarque que la subvention accordée au Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Mairie (COS) est en baisse de 1 000€ et demande si cela a été négocié avec les intéressés.

→ M. le Maire explique que le Conseil d'Administration a en effet travaillé à réduire les coûts, d'où cette baisse. Il rappelle que le principe était déjà en application en 2017.

→ **Vote à la majorité (3 abstentions : M. Blanchard, Mme Heinrich- Pailleret et M. Goudeau).**

→ M. le Maire remercie le Directeur Général des Services, M. Guibert, la responsable du service comptabilité, Mme Arnaud, et tous ceux qui ont collaboré à l'élaboration de ce budget 2018.

5/ RENOUELEMENT EN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE DU COORDONNATEUR ENFANCE JEUNESSE

→ M. le Maire explique que le contrat du coordonnateur Enfance Jeunesse arrivant à échéance des 6 années de reconduction (2 périodes de 3 ans), il propose de procéder à son renouvellement pour une durée indéterminée selon les conditions suivantes :

- Poste de catégorie A
- Temps complet

→ **Vote à l'unanimité.**

6/ DEMANDE DE SUBVENTION DSIL 2018

→ M. le Maire explique qu'afin de soutenir l'investissement public local, le Gouvernement a souhaité mobiliser pour 2018 des crédits supplémentaires spécifiquement dédiés au financement de projets portés par les communes et les intercommunalités.

Créée par l'article 159 de la loi de finances pour 2016, la dotation de soutien à l'investissement local et de leurs groupements est composée de deux enveloppes :

- une première enveloppe consacrée aux priorités d'investissement définies entre l'Etat et les collectivités.
- une deuxième enveloppe dédiée au soutien des projets en faveur de la revitalisation ou du développement du centre bourg.

M. le Maire, dans un premier temps, propose au Conseil Municipal de renouveler la demande de subvention effectuée en 2017 auprès de l'Etat en vue du financement pour la réhabilitation de petits équipements sportifs.

Pour la réhabilitation d'équipement de petits équipements sportifs:

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	En euros HT	Recettes	En euros HT
Travaux de réhabilitation de petits équipements sportifs	92 671.20€	Etat DETR 35% Etat FSIPL 45 % Commune 20%	32 434.92€ 41 702.04€ 18 534.24€
Total	92 671.20 €	Total	92 671.20€

M. le Maire, dans un deuxième temps, propose au Conseil Municipal de maintenir la demande de subvention effectuée en 2017 auprès de l'Etat en vue du financement de la construction d'une salle de musculation et de vestiaires de football.

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	En euros HT	Recettes	En euros
Travaux de construction des vestiaires du stade de football et salle de musculation	860 000€	Communauté de Communes du secteur de Saint Loubès 50% Etat DSIL 30% Commune 20%	435 550€ 258 000€ 166 450€
Total	860 000€	Total	860 000€

→ **Vote à l'unanimité** pour solliciter les subventions auprès de l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local.

7/ AVENANT MARCHE DE TRAVAUX DE LA MEDIATHEQUE ET PENALITES DE RETARD APPLIQUEES AUX ENTREPRISES CONCERNEES

→ M. COMPAGNON propose de valider l'avenant se rapportant au décalage de la date de réception du chantier, dans le cadre du chantier de la médiathèque.

Il rappelle que la date de réception contractuelle des travaux a été fixée au 26 avril 2017 (semaine 17 de l'année 2017). Un retard de 2 semaines est noté par rapport au planning contractuel, repoussant la réception au 10 mai 2017 (semaine 19 de l'année 2017).

Ce retard est ainsi dû au sous-effectif récurrent pour l'entreprise d'électricité ADEN, avec un retard de livraison de l'armoire électrique et de délivrance du consuel, un retard de la mise en chauffe du plancher par SERCLIM.

Par ailleurs, au regard de la date effective de réception de chantier au 02/08/2017, des retards de date de réception pour les lots 8, 11, 14 et 15 ont été constatés, et entraînent une application de pénalités telles que précisées dans le tableau ci-dessous :

NOMS ENTREPRISES	MARCHES TRAVAUX HT en €	AVENANTS HT en €	pénalités de retard en phase chantier (300€HT/ jour de retard chantier ouvré selon article 4.3.1 du CCAP)		% du montant du marché
			jours	pénalités HT	
8- MEN. BOIS - CARDOIT	39 561,31		4	1 200,00 €	3,03%
11- CARRELAGE - LCDM (+VD)	4 495,00		2	600,00 €	13,35%
14- CVC PS - SERCLIM	111 500,00	387,15	15	4 500,00 €	4,02%
15- ELECTRICITE - ADEN	95 505,18	3 173,06	16	4 800,00 €	4,86%

→ **Vote à l'unanimité** du conseil municipal qui approuve l'avenant correspondant à la prolongation du délai d'exécution du chantier et à l'application de pénalités de retard.

8/ CONSULTATION POUR LA REALISATION D'UNE CLOTURE CENTRE CULTUREL DUTRUCH

→ M. DECONZANET rappelle que, suite à l'acquisition par la Commune, de la parcelle AA233 rue Alfred Pousson, appartenant anciennement à la société SOGELOR, il convient désormais de faire ériger une clôture autour des parcelles privées, qui jouxtent le terrain.

Ce foncier sera rattaché à l'espace vert existant du Centre Culturel Dutruch.

Pour ce faire et afin de réaliser les travaux en régie, une consultation a été menée et 3 devis établis pour l'achat de matériel divers tels que poteaux de bois, tendeurs, fil de tension, pinces etc... :

- l'un de l'enseigne BRICO DEPOT à Artigues pour un montant de 783.25€TTC,
- l'un de l'enseigne BRICO LECLERC pour un montant de 821.40€TTC,
- et enfin l'un de l'enseigne CASTORAMA de Lormont pour un montant de 1 340.87€TTC.

M. DECONZANET propose de valider l'offre de BRICO DEPOT.

→ **Vote à l'unanimité.**

9/ REVISION DU PLU : REALISATION D'UN DIAGNOSTIC AGRICOLE PAR LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA GIRONDE

→ Mme BORIES explique que dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme, il est nécessaire de disposer d'une vision globale de la situation de l'activité agricole sur la commune afin d'en dégager les perspectives de développement et de les encadrer réglementairement.

L'objet étant de protéger et de soutenir la viticulture Eulalienne mais aussi plus largement l'ensemble des activités agricoles de la Commune.

A cet effet, la chambre d'Agriculture de la Gironde a adressé un devis à la commune pour un montant de 6 755€HT (8 106€TTC) que Mme BORIES propose de valider.

→ **Vote à l'unanimité.**

10/ DEVIS DU CABINET DE GEOMETRES AB6 FEDER POUR REALISATION DE PLAN DE BORNAGE AVENUE DE L'AQUITAINE

→ Mme BORIES explique que dans le cadre de l'aménagement de cheminements doux le long de l'avenue d'Aquitaine, la commune poursuit les acquisitions de terrain au fil des mutations foncières. A cette fin, il est nécessaire d'élaborer des documents modificatifs du parcellaire cadastral, et d'effectuer une reconnaissance de limite par bornage amiable.

A cet effet, le cabinet AB6 FEDER-LAFARGUE a adressé à la commune deux propositions de prestations que Mme BORIES propose de valider :

- Elaboration du document modificatif du parcellaire cadastral, et reconnaissance de limite pour l'acquisition des parcelles 42p, 44p, 45 p pour un montant 1 600€HT (1 920€TTC).
- Elaboration du document modificatif du parcellaire cadastral, et reconnaissance de limite pour l'acquisition d'une autre parcelle, la parcelle 64p, pour un montant également de 1 600€HT (1 920€TTC).

→ **Vote à l'unanimité.**

11/ CONSULTATION POUR LE RACCORDEMENT DU PRESBYTERE AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

→ M. DECONZANET propose de raccorder le presbytère à l'assainissement collectif ; à cet effet, une consultation a été menée et les 3 offres suivantes réceptionnées :

- l'une de l'enseigne FRANS BONHOMME pour un montant de 3 092.05€HT (3 710.46€TTC),
- l'une de l'enseigne PUM PLATISQUES pour un montant de 3 350.50€HT (4 020.60€TTC),
- l'une de l'enseigne RICHARDSON pour un montant de 4 782.48€HT (5 738.98€TTC).

M. DECONZANET propose de valider l'offre de l'enseigne FRANS BONHOMME.

→ **Vote à l'unanimité.**

12/ ECLAIRAGE PUBLIC (TRANCHE 2) – VAL DE BELLASSISE

→ M. le Maire explique qu'en parallèle des travaux de réfection de voirie (tranche 2) programmés par la Communauté de Communes au Val de Bellassise sur 2018, la Commune effectuera la réhabilitation de l'éclairage public qui est aujourd'hui très vétuste.

Un devis a été établi par le SDEEG qui s'élève à 62 438€TTC qu'il propose d'approuver.

→ **Vote à l'unanimité.**

13/ DEVIS AVANT-TOIT – CENTRE CULTUREL DUTRUCH

→ M. COMPAGNON explique que l'avant-toit du hangar du Centre Culturel Dutruch nécessite des réparations, à cet effet l'entreprise HAU et GAUDIN a transmis un devis qu'il est proposé de valider pour un montant de 500€HT (600€TTC).

→ **Vote à l'unanimité.**

14/ ACHAT EGALISEUR – MAISON DES ARTS

→ Mme VALLET-DE CEA rappelle que la Maison des Arts reçoit régulièrement des musiciens professionnels ; l'école de musique y organise également régulièrement des auditions et des concerts.

Ces manifestations sont gratuites, accessibles à tous les Eulaliens et permettent de promouvoir l'art musical auprès de tous les publics.

Afin de maintenir la qualité audio de cette scène, qui fait régulièrement salle comble, il est nécessaire d'acheter du matériel sonore supplémentaire, à savoir un égaliseur, pour lequel a été reçu un devis de 551€HT (661.20€TTC) de la sociétéAUDIO PRO.

→ **Vote à l'unanimité** pour l'achat de ce matériel.

15/ CONSULTATION POUR POSE DE BARRIERES – SECURISATION DES ABORDS DES ECOLES

→ M. DUTRUCH explique que, dans le cadre de la mise en sécurité des abords des écoles, il est proposé d'acquérir et d'installer des barrières de façon pérenne.

Ce dispositif fixe permettra de supprimer les barrières mises en place provisoirement dans le cadre du plan vigipirate.

Pour ce faire, 3 devis ont été reçus (un par école) de l'entreprise SERI que M. DUTRUCH propose de valider :

- le 1er pour l'école maternelle des Lucioles, pour l'achat de 8 barrières pour un montant de 2 960€HT (3 552€TTC),
- le deuxième pour l'école maternelle Montaigne, pour l'achat de 10 barrières pour un montant de 3 730€HT (4 476€TTC),
- le troisième pour l'école élémentaire Saint Exupéry, pour l'achat de 12 barrières pour un montant de 4 400€HT (5 280€TTC).

→ M. GOUDEAU demande si une seule entreprise a été consultée.

→ M. DUTRUCH répond que le souci de cohérence esthétique a prévalu.

→ **Vote à l'unanimité.**

16/ DEVIS ENEDIS MODIFICATION BRANCHEMENT ELECTRIQUE (LOT B à LOUME)

→ Mme BORIES explique que, dans le cadre de la viabilisation du lot B de Loume, il est nécessaire de déplacer le coffret de branchement électrique. A cet effet, ENEDIS a adressé à la commune une proposition de prestation pour un montant de 894€HT (1 072.80€TTC) qu'elle propose de valider.

→ **Vote à l'unanimité.**

17/ PROJET DE CONVENTION CONTROLE DES HYDRANTS SDIS

→ M. LABAT présente le projet de convention qui consiste en la définition des modalités suivantes :

- réalisation par le SDIS de la Gironde des opérations de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI) publics de la Commune,
- gestion par le SDIS de la Gironde des démarches administratives nécessaires pour solliciter les propriétaires des PEI privés et de recueillir les informations relatives aux contrôles réalisés sur leurs PEI, afin de mettre à jour la base de données départementale.

La convention sera conclue exceptionnellement et uniquement à titre gracieux pour l'année 2018 et arrivera à échéance au 31/12/2018.

→ **Vote à l'unanimité** pour la validation de la convention.

18/ DENOMINATION NOM DE RUE

→ M. le Maire explique que, suite à la rétrocession du lotissement le Marquisat, il est proposé que la voie d'accès au dit lotissement prenne la dénomination de « rue du Marquisat ».

C'est déjà le cas actuellement dans l'usage mais cette délibération permettra de corriger le cadastre car certains GPS la dénomment « rue Laroque », ce qui crée une certaine confusion.

M. le Maire propose d'approuver cette nouvelle dénomination et de procéder aux démarches correspondantes auprès des services du cadastre, de l'urbanisme et de la Poste.

→ **Vote à l'unanimité.**

19/ RENOUVELLEMENT CONVENTION ECRIVAIN PUBLIC – PLATEFORME DES SERVICES PUBLICS

→ Mme Y. LAURENTJOYE rappelle qu'il a été mis en place en mars 2017, et afin de compléter l'offre de services proposée au sein de la Plateforme des Services Publics à la Mairie de Sainte-

Eulalie, un partenariat entre la Commune et Mme Christelle HONTE, qui a donné lieu à la signature d'une convention arrivée à échéance le 31/12/2017.

Mme HONTE, depuis avril 2017, agit en qualité d'écrivain public, sur la base du volontariat.

Dans le cadre de cette permanence, elle assure l'accueil individuel des habitants de la Commune afin de rédiger des courriers, compléter des dossiers administratifs, préparer des formulaires etc...

Pour rappel, cette permanence a lieu tous les jeudis de 14h à 16h sans rendez-vous depuis le 6 avril 2017 au sein de la Plateforme des Services Publics de la Mairie de Sainte-Eulalie.

Mme Y. LAURENTJOYE propose de renouveler ladite convention pour l'année 2018.

→ M. GOUDEAU demande s'il y a beaucoup de personnes qui sollicitent l'écrivain public.

→ M. le Maire puis Mme Y. LAURENTJOYE répondent conjointement que de plus en plus de personnes fréquentent cette permanence, ils remercient Mme HONTE pour son écoute et sa disponibilité, et qui intervient, qui plus est, à titre gratuit.

→ **Vote à l'unanimité** pour la reconduction de la convention.

20/ RENOUELEMENT DE LA CONVENTION CADRE AVEC LE PLIE DES HAUTS DE GARONNE POUR LA PERIODE 2018-2020

→ Mme Y. LAURENTJOYE rappelle que la loi contre les exclusions du 29 juillet 1998 préconise et favorise fortement la mise en œuvre de véritables politiques locales d'insertion ciblées sur les populations les plus fragilisées notamment par la mise en place de plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE).

Le PLIE a pour objectif l'insertion de personnes en grandes difficultés aujourd'hui exclues du marché du travail.

La mise en œuvre d'un tel dispositif est apparue particulièrement opportune sur le territoire des villes d'Ambarès et Lagrave, Bassens, Cenon, Floirac, Lormont, Sainte-Eulalie et Carbon-Blanc au regard de la population résidant sur les sept communes et relevant potentiellement d'un PLIE.

A la suite de quoi ces sept communes ont décidé d'initier la constitution d'un PLIE intercommunal et d'en confier la gestion à l'association PLIE des Hauts de Garonne.

Au titre de la présente convention, l'association PLIE des Hauts de Garonne s'engage à faciliter l'insertion sociale, économique et professionnelle des personnes exclues du marché du travail, en mobilisant et en articulant tous les moyens et compétences à l'échelle du territoire des sept communes, en organisant des parcours d'insertion individualisés et renforcés, en initiant la mise en place d'actions pilotes, de projets innovants et expérimentaux en matière d'insertion, d'emploi et de formation, en aidant les personnes sortant du dispositif d'insertion à trouver un emploi, en menant par voie de conventions avec les opérateurs qualifiés des actions ayant pour objet le retour à l'emploi des personnes suivies par le PLIE ou une qualification adaptée aux besoins locaux en matière de ressources humaines.

En contrepartie, la ville s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle d'un montant d'un euro dix par habitant, arrêtée chaque année lors du vote du budget primitif.

L'association s'engage à faciliter le contrôle par les institutions publiques participant au financement de la réalisation des actions notamment par l'accès à tous les documents administratifs et comptables utiles à cette fin, et en particulier à produire annuellement un rapport écrit faisant apparaître le bilan des activités de l'association.

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2018 pour s'achever au 31 décembre 2020.

→ **Vote à l'unanimité** pour la reconduction de la convention pour la période précitée.

21/ CONVENTIONS D'OBJECTIFS 2018 AVEC LES ASSOCIATIONS CADET ROUSSEL, LES JARDINS D'AKAZOUL ET OMNISPORTS EULALIEN

→ M. LABAT rappelle que la Commune a décidé de reconduire en 2018 son soutien aux actions menées par les associations Cadet Roussel, les Jardins d'Akazol et Omnisports Eulalien. A cet effet, elle subventionne ces associations respectivement à hauteur de 140 000€, 87 500€ et 30 400€.

Ces conventions d'objectifs sont conclues pour une année.

→ **Vote à l'unanimité** pour la reconduction des conventions d'objectifs avec les associations Cadet Roussel, les Jardins d'Akazol et Omnisports Eulalie, pour l'année 2018.

22/ MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNAUTE DU SECTEUR DE SAINT-LOUBES - RETRAIT DE LA COMPETENCE : EAU

→ M. le Maire rappelle qu'une récente disposition issue de la loi de finances 2018 relative à la DGF bonifiée des communautés de communes à FPU a modifié le nombre de compétences nécessaires pour bénéficier d'une bonification et de la dotation d'intercommunalité. Ainsi, il est proposé que la compétence eau reste dans le champ de compétences des communes.

Il ajoute que cette compétence sera transférée in fine à la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès au 1er janvier 2020, et qu'en l'état cela ne change pas grand-chose pour la Commune car c'est le SIAO qui gère d'ores et déjà cette compétence.

Il fait référence aux difficultés liées au transfert de ces compétences supplémentaires, le nombre de compétences nécessaires est désormais de 8 sur 12 compétences (article 159 Loi de Finances 2018) et à l'intérêt de retirer la compétence eau et propose, tel que demandé par Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès, d'approuver les statuts modifiés ci-dessous avec une mise en application à compter du 15 mars 2018 :

STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Article 1 : Création

En application des articles L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une Communauté de Communes entre les communes de Beychac et Cailieu, Montussan, Sainte Eulalie, Saint Loubès, Saint Sulpice et Cameyrac et Yvrac.

Elle prend la dénomination de **Communauté de Communes du Secteur de Saint Loubès.**

Son siège est fixé au 30 bis Chemin de Nice 33450 Saint Loubès. Les séances du conseil de la Communauté de Communes pourront se tenir au siège de la Communauté de Communes ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

Article 2 : Durée

La Communauté de Communes est formée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 : Modalités d'élargissement

La Communauté de Communes pourra être étendue à toute commune qui en fera la demande dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 4 : Organe délibérant

La Communauté de Communes est administrée par un organe délibérant appelé conseil communautaire. Celui-ci a compétence pour régler par ses délibérations, les affaires de la Communauté de Communes. Il vote le budget et approuve les comptes.

Le conseil est constitué de membres délégués élus selon les règles fixées par la loi.

Le nombre de délégués est fixé à dix-sept. Chaque commune est représentée au minimum par deux délégués. La répartition des cinq autres délégués s'effectue selon la population communale à la proportionnelle et à la plus forte moyenne. Aucune commune ne peut donc avoir plus de la moitié des représentants. La répartition est donc fixée comme suit :

Beychac et Cailleau : 2

Montussan : 2

Sainte Eulalie : 3

Saint Loubès : 5

Saint Sulpice et Cameyrac : 3

Yvrac : 2

Article 5 : Le Président

- Le conseil de la Communauté de Communes élit son Président. Celui-ci en est l'organe exécutif.

- Ses attributions sont celles prévues à l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- Il convoque et préside les réunions tant du bureau que du conseil et en dirige les débats. Il exécute les décisions prises par ces deux organes, ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

- Le Président est seul chargé de l'administration. Il nomme aux emplois créés par le conseil de la Communauté de Communes.

- Il représente la Communauté de Communes en justice.

- En vertu de l'article L 5211-09 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera assisté du premier Vice-président auquel il peut déléguer une partie de ses fonctions. Il peut également déléguer certains pouvoirs aux autres vice-présidents.

Article 6 : Le bureau

Le Bureau est composé du Président et de Vice-présidents de telle sorte que chaque commune soit représentée et dont le nombre sera librement déterminée par l'organe délibérant conformément aux dispositions de l'article 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 : Fonctionnement du conseil de la Communauté de Communes et du bureau

- Les règles de convocation du Conseil, les règles du quorum, les règles de validité des délibérations sont celles prévues au Code Général des Collectivités Territoriales, et le règlement intérieur de l'assemblée.

- Le bureau pourra recevoir toute délégation du Conseil autorisée par la loi.

- Les règles de fonctionnement du Bureau sont définies par son règlement intérieur.

- Le Conseil de la Communauté de Communes élit en son sein les membres des commissions et groupes de travail spécialisés chargés de préparer les décisions du Conseil.

Article 8 : Les compétences

Cette Communauté de Communes exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres les compétences dont la liste suit :

COMPETENCES OBLIGATOIRES

1° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article [L. 4251-17](#) ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;

3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article [L. 211-7](#) du code de l'environnement ;

1° l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris l'accès à ce cours d'eau, à ce lac, à ce plan d'eau ;

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

4° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

5° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

COMPETENCES OPTIONNELLES

1° Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;

2° Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;

3° En matière de développement et d'aménagement sportif de l'espace communautaire : construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire

4° Action sociale d'intérêt communautaire ;

5° En matière d'assainissement : l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif, eaux pluviales

COMPETENCES FACULTATIVES

1° Transports scolaires pour les collèges du secteur ;

Transports scolaires pour les enfants fréquentant les collèges de Sainte Eulalie, de Saint-Loubès et la SEGPA de Bassens.

2° Lecture Publique ;

Mise en réseau des bibliothèques

3° Culture

Promotion, développement, coordination des activités et manifestations culturelles intéressant l'ensemble des communes et mettant en exergue le territoire communautaire en termes de services rendus à la population ou de valorisation d'image.

Ces activités et manifestations comprennent d'une part : « Lis tes ratures », la fête de la Saint Vincent, Festi jeux, Festilalie, les spectacles et manifestations entrant dans le cadre d'un programme annuellement défini par le conseil communautaire. 2 ou 3 autres manifestations culturelles ou artistiques pourraient être mise en œuvre directement par la Communauté de Communes, pour répondre aux aspirations du tout public de la Communauté de Communes. Ces évènements pourront être mobiles d'une année sur l'autre au sein des communes membres de la Communauté de Communes et n'excéderont pas six programmations annuelles. Ces spectacles n'entreront pas en concurrence avec les programmations effectuées dans le cadre communal par chaque commune membre.

Ces activités et manifestations comprennent d'autre part : actions de sensibilisation et d'éducation artistiques et culturelles, en faveur des élèves des écoles élémentaires et des collégiens du territoire communautaire, dans le cadre de leurs activités périscolaires et extra scolaires.

4° prestations de service ;

La communauté de communes est habilitée à réaliser toutes prestations de services, dans les domaines de l'instruction des dossiers d'urbanisme, de la paye, de l'hydraulique, au profit des communes membres, des communes membres de la Communauté de Communes des coteaux bordelais, de la Communauté d'agglomération du libournais ainsi qu'au profit de personnes privées (particuliers ou personnes morales).

En toute hypothèse, les conditions de réalisation de ces prestations sont précisées dans une convention passée entre la communauté et le ou les bénéficiaires de la prestation, dans le respect, le cas échéant, des règles de la commande publique et du droit de la concurrence.

5° services mutualisés ;

Conformément à l'article L. 5211-4-1-II du code général des collectivités territoriales,

la communauté de communes est expressément habilitée à créer et à gérer des services mutualisés consistant à mettre à la disposition des communes membres un ensemble de moyens administratifs, matériels et humains destinés à faciliter l'exercice de leurs compétences.

A ce titre, la communauté de communes est habilitée à créer :

- un service d'instruction des autorisations et actes d'urbanisme,

Les conditions d'organisation des services mutualisés seront précisées par délibération du conseil communautaire.

Des conventions spécifiques passées entre la Communauté de Communes et chaque commune bénéficiaire déterminent les modalités de ces mises à disposition, qui pourront donner lieu à remboursement.

Dans le cadre de la mutualisation la Communauté de Communes est habilitée dans l'achat de matériel

6° Aménagement Numérique ;

Numérisation et information des cadastres des communes membres ;

Aménagement numérique du Territoire tel que défini par l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

7° Défense extérieure contre l'incendie ;

Contribution au financement du budget du SDIS

Article 9 : Ressources

Les ressources de la Communauté de Communes sont constituées :

- des produits de la fiscalité propre Cotisation Economique Territoriale (CET) composée de :

- Cotisation foncière des entreprises
- Taxe d'habitation
- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
- Taxe sur foncier non bâti (part départementale)
- Imposition forfaitaire sur les réseaux
- Taxe sur les commerces.

- de la dotation globale de fonctionnement, des compensations et des autres concours financiers de l'Etat notamment des dotations prévues à l'article L 5211-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- des subventions, participations, fonds de concours, reçus de l'Union Européenne, de l'Etat, des communes et autres collectivités territoriales etc...

- des sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des personnes morales de droit privé, en échange d'un service rendu.

- du revenu de ses biens meubles et immeubles.

- du produit des taxes, redevances ou contributions correspondants aux services assurés.

- du produit des emprunts.

- des dons et legs.

La Communauté de Communes adopte la taxe professionnelle unique (TPU) dans les conditions prévues par le Code Général des Impôts et en particulier l'article 1609 du Code Général des Impôts.

Article 10 : Attributions de compensation

Le produit de l'ancienne TPU, conformément aux dispositions de la loi et à l'esprit fondateur de la communauté est utilisé de la façon suivante :

- En premier lieu, le produit de la TPU est destiné à financer les charges de l'EPCI, qu'il s'agisse des charges transférées initialement par les communes et évaluées par la commission d'évaluation des charges ou de nouvelles charges décidées ultérieurement par le groupement. Cette commission locale d'évaluation des transferts de charges sera créée conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général de Impôts.
- En second lieu, la Communauté de Communes assure à chaque commune une attribution de compensation égale au produit de TP que percevait la commune l'année précédant l'instauration de la fiscalité communautaire, augmentée des compensations prévues dans la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 (article 86-V°2°), y compris les rôles supplémentaires qui pourraient être émis au titre de la même année de référence, diminuée du montant des charges nettes transférées au groupement.

Article 11 : Dotation de solidarité

Pour tous investissements réalisés, il est institué une dotation de solidarité dont les critères de répartition sont fixés par l'organe délibérant.

La révision sera biennale

Article 12 : Modification des statuts

La modification des statuts interviendra dans des formes identiques à celles requises pour l'acte fondateur.

Article 13: Conditions financières et patrimoniales

Les biens nécessaires à l'exercice des compétences sont mis à disposition à titre gratuit et de plein droit à la Communauté de Communes.

Article 14 : Affectation des personnels

Le tableau des emplois nécessaires au fonctionnement de la Communauté de Communes sera défini par l'organe délibérant, après avis de la Commission Administrative Paritaire compétente.

Article 15 : Le receveur

Les fonctions de receveur seront exercées par le comptable de Cenon

Article 16 :

La Communauté de Communes pourra, dans le cadre de ses compétences, adhérer à un syndicat mixte sans avoir à consulter les communes membres.

L'adhésion est décidée par le conseil de communauté statuant à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés.

→ **Vote à l'unanimité** pour modifier les statuts de la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès en retirant la compétence eau.

23/ QUESTIONS DIVERSES

- M. le Maire évoque la consultation des familles qui a été réalisée récemment pour l'organisation du temps scolaire à la rentrée 2018.

Il se réjouit de la forte participation des familles et précise en exemple pour l'école maternelle des Lucioles, que ce sont 72% des familles qui ont participé avec 61% d'entre elles qui se sont exprimées pour un retour à la semaine de 4 jours.

Les 3 Conseils d'Ecole ont entériné ce changement début janvier.

- Collecte des ordures ménagères : changement des créneaux de collecte annoncé par le SIVOM Rive Droite et VEOLIA pour faire des économies. Ce sera désormais les lundis et vendredis après-midis au lieu du matin, et le jeudi pour la zone commerciale. La Communication est prévue par VEOLIA ainsi que la Commune.

- Les chiffres de la délinquance :

* atteintes à l'intégrité physique : en baisse de 5.6%

* atteintes aux tiers : 34 faits en 2017, soit une baisse de 14%

* comportements portant atteinte à la tranquillité publique : 16 faits en 2017, soit une baisse de 23%.

***La séance est suspendue à 20h11 pour les questions du public.
Reprise à 20h24 et levée à 20h25.***